

Le Bulletin de liaison

| |
|-------------------|
| BELGIQUE - BELGIË |
| PP-PB |
| 1099 BRUXELLES X |
| BC 10114 |



de la Fédération des Centres de Jeunes en Milieu Populaire

Sommaire

| | |
|---|-------|
| Dossier : «Accompagnement des jeunes vers l'emploi» | 2 <13 |
| Web et coin lecture | 14 |
| Ech'ollectifs : «Wapicyclette» | 15 |
| Epinglé pour vous en politique | 16 |
| Brèves du secteur | 17 |
| Echos des Centres : MJ «La Frégate» | 18 |
| Prochaines formations | 19 |

133



Edito

Si l'éducation a un prix, l'emploi a-t-il de la valeur ?

Si pour les familles, les enfants n'ont pas de prix, il est par contre important de reconnaître que l'éducation en a un, pas spécialement proportionnel à l'âge des jeunes. Quel est-il ?

Les études quantitatives et mercantiles dirigées par le gouvernement, les syndicats, les associations de parents, les enseignants et même les organisations de jeunes, telle la FEF, démontrent habilement les besoins et les moyens. Doit-on être alarmiste, poujadiste ou révolté ? Peu importe, s'il est trop tard pour nous en inquiéter, il n'est pas encore pas trop tard pour nous en occuper.

Et à défaut de faire la révolution, de descendre dans la rue et de brûler des icônes, certains ont décidé de faire leur révolution en développant leur créativité, en multipliant les actions de terrain, en œuvrant à l'évolution de l'éducation des jeunes.

Certaines institutions d'éducation traditionnelle, fondamentale ou permanente et de nombreux acteurs de terrain du quotidien ont l'envie d'aller plus loin dans leur soutien envers les jeunes du milieu populaire. Ils ont décidé d'y consacrer du temps, d'adapter les pédagogies, de diversifier les méthodes, de bouleverser les cadres, de valoriser les expériences anodines, d'aller à la rencontre de l'autre dans sa diversité et sa différence... afin de permettre à chacun de trouver sa place dans un processus éducatif.

D'autres encore, issues des mêmes champs, partageant des enjeux de société similaires, complètent ces premières actions par un apprentissage technique et pratique sur le terrain de la vie active. Le secteur de l'insertion socioprofessionnelle est un partenaire souvent privilégié par nos filières d'éducatrices spécialisées et par les jeunes en décrochage social ou scolaire.

A travers ce BDL, nous souhaitons vous emmener avec nous dans un voyage au cœur de ces actions ponctuelles ou récurrentes qui sillonnent notre Communauté française au profit des jeunes en décrochage, en décalage, en devenir...

Enseignement
& Emploi



La F.C.J.M.P., c'est :

- Le soutien actif de l'action des Maisons de Jeunes en Milieu Populaire
- La réalisation de partenariats locaux
- Le développement de l'Égalité des Chances en Milieu Populaire.

Mais la fédération, c'est aussi et surtout des individualités et des personnalités qui bougent ensemble.

L' équipe communautaire de la fédération :

- Emilie Bastin
- Mokhtar Chellaoui
- Rares Craiut
- Célia Deshayes
- Pierre Evrard
- Gaëlle Frères
- Marie-Charlotte Froment
- Virginie Henrotte
- Georgios Tzoumacas
- Bart Van de Ven

L'équipe régionale et locale de la fédération :

- Yassin Arbaoui
- Virginie Bodelet
- Tarek Bouzerda
- Gaëlle Brasseur
- Romina Carota
- Patricia Claus
- Florent Derzelle
- Olivier De Rouck
- Manon De Smet
- Yassin Elmcabenni
- Amélie Esgain
- Baptiste Farvacque
- Guillaume Gagneur
- Christophe Grout
- Yoann Ihler
- Stella Karangwa
- Veronique Kobs
- Marc Korosmezey
- Ali Mansour
- Alexis Maus
- Selvie Murat
- Ismael Ouriaghli
- Kevin Reaume
- Tommy Remiche
- Mathieu Sarrazin
- Jean-Philippe Serexhe
- Lucile Stievenard
- Elodie Themelin
- Anne Van Daele
- Jessica Van Saene

Les membres du conseil d'administration et les conseillers de la fédération :

- Daniel Thérasse, Président
- Olivier Leblanc, Administrateur délégué
- Géraldine Fievez, Vice-Présidente
- Frédéric Admont, Vice-Président
- Robert Cornille, Trésorier
- Julien Anciaux
- Didier Beyers
- Jean-Philippe Calmant
- Aurélie de Barsy
- Freddy Hartog
- Bernard Herlin
- Xavier Hutsemekers
- Elise Laffineur
- Johanna Larcheron
- Sandra Marchal
- Allison Meerbergen
- Karema Menassar
- Frédéric Schmitz
- Joël Tanghe
- Selçuk Ural

Si votre centre souhaite aussi s'impliquer, la fédération est à votre disposition.

Enseignement et emploi

A la lecture de la Déclaration de Politique Communautaire (DPC), on apprend que la nouvelle législature s'ouvrira sur un pacte pour un enseignement d'excellence. Celui-ci s'étalera sur dix ans, dix longues années pour redresser la barre de l'enseignement en Communauté française.

On y lit également que « L'enseignement forme des citoyens épanouis, ouverts sur le monde, disposant de compétences utiles à eux-mêmes et à la société. Il est la clé du succès économique, social, culturel de nos régions ». Oui, c'est ce but qu'il faut atteindre, pour tous et dans l'état actuel des choses il s'agit encore d'une utopie. Nos nouveaux ministres en sont bien évidemment conscients puisqu'ils ajoutent « On sait combien l'école peut vite se transformer en enfer quotidien pour un élève en situation d'échec. Chaque cas est spécifique et mérite une attention particulière ».

C'est exactement l'idée que nous défendons. En Centre de Jeunes, les travailleurs de terrain sont quotidiennement face à des jeunes en décrochage partiel ou total et chaque cas est différent : primo-arrivant, jeune aux parents démissionnaires, jeune en déficit d'attention, primo délinquance, mauvaise influence, découragement, élève mal orienté, tout s'y retrouve. Certains raccrochent, souvent avec le concours combiné de la famille, l'école, les Centres de Jeunes et autres EDD. D'autres finissent en situation de NEETS. On y reviendra dans ce dossier.

On le sait, la jeunesse ne s'est jamais aussi mal portée. Quelle que soit la classe sociale dont ils sont issus, les jeunes affichent un désœuvrement sans précédent. Ce sont bien évidemment ceux du milieu populaire qui sont les plus touchés. L'enseignement peine à atteindre ses objectifs et l'austérité annoncée ne contribuera pas à améliorer la situation. Le secteur de l'enseignement, de la jeunesse et certains politiciens scandent depuis trois mois l'incompatibilité des coupes budgétaires annoncées et l'abondance des objectifs prévus par la DPC.





C'est dans ce contexte que nous avons choisi de traiter pendant deux BDL des liens entre l'enseignement, la formation et l'emploi des jeunes. Nous avons la volonté de laisser la parole à un maximum d'acteurs qui interviennent dans la formation, l'encadrement et l'accompagnement des jeunes vers l'emploi.

La reconnaissance par le travail

Actuellement la reconnaissance d'un individu passe principalement par le travail. Avoir un emploi c'est avoir une éthique, c'est participer à un devoir qui mène à des bénéfices pour la société et pour les individus. La défense des concepts d'éthique au travail, de discipline, d'épargne, d'épanouissement au travers de la consommation sont largement mis en avant par les entreprises et autres représentants de nos sociétés capitalistes. Nous les avons largement assimilés et acceptés. Cette acceptation mène

à des excès, par exemple lorsque les allocataires sociaux sont perçus par les classes aisées comme des boulets, des freins au développement économique, des représentants de la sous-culture. Elle mène à des excès quand on se rend compte que pour certains, il est honteux d'être malade, dans le besoin, ou d'être mère au foyer, car « ce n'est pas un métier ».



Mais au-delà de ces élucubrations, le travail rémunéré reste le meilleur moyen de s'intégrer socialement. Depuis la loi sur le Droit à l'Intégration sociale, le principe général de l'activation socio-professionnelle s'impose comme objectif principal de l'aide sociale, aide qui sous-entend insertion par et dans l'emploi et non plus seulement principe de solidarité. Ce droit fait partie des

missions des CPAS, qui, pour arriver à atteindre leurs objectifs, reconnaissent les services de proximité, les mouvements de jeunesse, les Centres de Jeunes comme des partenaires essentiels à l'accomplissement de leurs missions car ils permettent d'associer l'activation sociale et l'insertion socioprofessionnelle.

La DPC reconnaît également l'apport essentiel des Organisations de jeunesse et des Centres de jeunes définis comme «contribuant à l'émancipation des jeunes et leur participation active à la société qui en font des citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires». Pourtant, beaucoup de structures souffrent cruellement d'un manque de moyens général et surtout humain lui permettant d'encadrer au mieux le nombre croissant de jeunes qui font appel à eux dans le cadre de l'accrochage scolaire et de la recherche d'emploi.

L'encouragement à une participation active au marché du travail régulier ou



à d'autres formes de travail subsidié est largement considéré comme le moyen de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Mais l'obtention d'un emploi, l'insertion à la société ne peut s'accomplir sans un background de compétences variées, de la culture générale à la maîtrise de langues, de la citoyenneté à la confiance en soi.

la société elle-même donne à tous les chances de le réaliser, au travers de l'Égalité des Chances.

La problématique de l'insertion socio-professionnelle des jeunes peu qualifiés se pose de manière lancinante dans le contexte de la Région de Bruxelles-Capitale comme dans celui d'autres villes et régions européennes. Décrochage

matière de transition des jeunes. Nous leur laisserons également la parole.

L'une de nos nombreuses interrogations porte sur la pédagogie dominante, le système scolaire qui classe les filières d'enseignement selon une hiérarchie qui n'a pas lieu d'être. Distinguer négativement l'enseignement technique et professionnel ne peut que mener à



La construction de l'individu, sa réussite sociale dans quelque domaine que ce soit dépend de sa famille, de l'école, des loisirs, des personnes fréquentées. C'est tout cela l'activation sociale et en tant qu' Organisations de Jeunes, en tant que Centres de Jeunes, nous y avons un rôle important à jouer car, plus encore que l'école, nous travaillons les valeurs de citoyenneté, l'accès à la culture, l'accomplissement personnel à travers le sport, etc.

L'activation par l'émancipation peut être considérée comme la réalisation des droits fondamentaux de chaque individu de la société. Elle va au-delà du concept d'activation par le travail car elle sous-entend une émancipation sociale, culturelle, politique, un développement de l'individu qui le mènera vers l'insertion socioprofessionnelle. D'où l'importance d'une éducation à multiples facettes où la famille, le milieu social, les loisirs, l'école, les mouvements de jeunesse et Centre de Jeunes apportent chacun leur pierre à l'édifice.

On exige des citoyens qu'ils participent au développement de la société par le travail et cette exigence, ce devoir de citoyen ne peut être imposé que si



scolaires, taux de chômage élevé des jeunes peu qualifiés, précarité chronique... soulignent les difficultés des transitions des jeunes peu qualifiés entre l'enseignement et l'emploi.

Ces défis interpellent les acteurs de l'enseignement, du marché de l'emploi, des services publics d'emploi, de la formation et de l'insertion socio-professionnelle qui ensemble élaborent et co-construisent l'action publique en

la reproduction des schémas et profils qui favorisent certains jeunes diplômés, dans l'accès aux études supérieures mais aussi dans l'insertion au travail.

Teach for Belgium

Nous avons été à la rencontre de l'asbl Teach For Belgium (TFB), qui a défrayé la chronique il y a quelques mois lorsque son programme a été rendu public. Elle



propose le genre d'initiative que l'on adore ou que l'on déteste.

Son but est d'améliorer la réussite de chaque élève quel que soit son origine sociale. On sait l'iniquité qui règne au sein des écoles. Et ce ne sont pas les travailleurs de terrain en EDD, AMO ou MJ qui vous diront le contraire. Un élève qui sort d'un établissement élitiste a

horizons, désireux d'enseigner des matières pour lesquelles ils sont compétents auprès de publics de jeunes du milieu populaire. Les participants suivent une formation résidentielle intensive de 5 semaines qui les prépare à devenir des enseignants aptes à faire face à des publics défavorisés. Financé par le privé, le projet est bien accueilli



focus sur l'importance de l'intégration des parents dans le parcours scolaire de leurs enfants. Il ne s'agit pas de les convoquer en cas de problème uniquement mais de leur renvoyer aussi du positif, de les remotiver.

Nous voulons que, épaulés au mieux, les jeunes osent, acquièrent de la confiance en eux, soient à même de faire un choix d'orientation non conditionné. Il faut revaloriser l'enseignement professionnel et faire en sorte que les élèves choisissent une filière en pleine connaissance de cause ».

Selon Pierre Pirard, injecter ainsi du sang neuf dans l'enseignement permettra d'améliorer considérablement l'accrochage scolaire. Ces jeunes professeurs espèrent prendre des libertés face aux programmes, tout en restant en accord avec les principes pédagogiques de la communauté française. Lorsqu'il exerçait son métier, Pierre Pirard affirme qu'il « proposait des choses non reprises dans les programmes. Cela fait partie de la responsabilité de l'enseignant. Bien sûr il faut une guidance, tout le monde ne peut pas faire n'importe quoi mais il faut valoriser le professeur, le laisser prendre sa marge, sortir du programme en fonction des attentes et spécificité de son public ».

Par sortir du programme, on entend travailler sur la citoyenneté, la créativité, jouer sur la cohésion de groupe, l'entraide, adapter les lectures ou travailler sur le développement des compétences propres à chaque élève pour l'orienter au mieux, individuellement, loin des stéréotypes et du formatage.

Les enseignants de TFB ont approché certaines structures de jeunesse pour s'inspirer de leurs méthodes en matière d'épanouissement de la jeunesse et souhaite développer ses interactions avec le secteur socioculturel. Nous y reviendrons dans le prochain BDL.



environ trois années pédagogiques d'avance par rapport à celui qui sort d'une école à indice économique faible.

Pour remédier à cette situation, Teach for Belgium a recruté 30 détenteurs de Master, issus de différents

par la FWB et les enseignants entrent en fonction ce mois de septembre 2014.

« Enseigner dans une école élitiste et dans une école à indice économique faible, ce n'est pas le même métier » affirme Pierre Pirard, ex-enseignant et administrateur délégué de TFB.

« Dans nos formations, on met l'accent sur l'interculturalité, le respect, la langue française. Nous mettons aussi le

TEACHfor**BELGIUM**



Tu m'Inter'S

Président de la FCJMP, Daniel Thérasse est notamment le secrétaire général de l'ACFI ou Association coordonnée de formation et d'insertion. Cette fédération, partenaire de la FCJMP, regroupe des structures d'insertion socio-professionnelles qui s'adressent aux personnes peu qualifiées.

L'ACFI est l'un des partenaires fondateurs, avec la région de Bruxelles-Capitale, la mission locale d'Anderlecht et Randstad, d'un bureau social d'intérim dont la vocation est d'insérer les jeunes bruxellois sur le marché du travail en utilisant l'intérim comme tremplin. Le bureau social d'intérim développe le projet Inter'S.

La différence entre Inter'S et une agence d'intérim classique se situe dans les méthodes appliquées et le public visé. Celui-ci est constitué de bruxellois de moins de 30 ans qui n'ont pas obtenu leur diplôme du secondaire supérieur. Ce public, difficile à insérer dans les milieux professionnels, est bien souvent refoulé par les autres agences d'intérim, dont le réseau n'est pas propice à l'embauche de ce type de travailleurs.

En ce qui concerne la méthode appliquée, l'équipe d'Inter'S fait le pari de partir de l'individu pour effectuer un trajet vers l'emploi et non de recruter des personnes en fonction de l'offre d'emploi. Ce trajet vers l'emploi est proposé aux candidats dont les profils ne correspondent pas encore aux exigences du marché. Il s'agit d'encadrements personnalisés qui permettent l'acquisition de compétences pratiques, procurent de l'information sur le monde de l'intérim ou font un travail de fond sur la motivation et l'exploitation des compétences du demandeur d'emploi. Les candidats sont ensuite accompagnés dans leurs expériences professionnelles en intérim, et durant tout leur parcours, potentiellement jusqu'à obtention d'un contrat de travail.

Des personnes ressources et un comité organisateur composé de représentants académiques, institutionnels, syndicaux et d'acteurs du non-marchand apportent leurs expertises et un regard extérieur sur le développement des méthodes appliquées



Daniel Thérasse, Président de la FCJMP et secrétaire général de l'ACFI.

par Inter'S. L'évaluation des méthodes est bien entendu l'étape essentielle pour parvenir à des résultats.

Au travers de l'ensemble de ces démarches, le bureau social d'intérim offre à des jeunes peu qualifiés un véritable accompagnement personnalisé vers l'emploi et favorise ainsi considérablement l'égalité des chances. L'équipe se félicite d'avoir pu mettre à l'emploi 90% de ses jeunes candidats en 2013 ! Il apparaît donc clairement que c'est par le coaching personnalisé et un travail accru sur la motivation des jeunes que l'on parvient aux meilleurs résultats.

Afin d'améliorer encore ses services par la connaissance approfondie du public jeune et peu qualifié, l'ACFI a accepté l'invitation de l'union européenne à participer à une enquête d'envergure autour des NEETS ou jeunes de 15 à 24 ans qui ne sont ni étudiants, ni employés, ni en stage. Autrement dit, une catégorie sociale très fortement marginalisée, souvent sans revenu de chômage. Le concept de NEET renvoie principalement à des adolescents introvertis qui n'ont pas su s'insérer dans le système éducatif. La FCJMP a collaboré à cette enquête, avec le concours de ces Centres de Jeunes membres.



Les résultats sont édifiants et en disent long sur l'état d'esprit des jeunes peu ou pas qualifiés. Beaucoup se dévalorisent et presque tous n'accordent aucune confiance aux systèmes politiques et éducatifs.

Les résultats révèlent qu'en Belgique, comme ailleurs, le pourcentage de NEET a nettement augmenté depuis le début de la crise financière. On estime que 12% des 15 – 24 ans sont concernés. Nous attirons l'attention sur le fait que cette catégorie sociale n'est reprise qu'en partie dans les statistiques du chômage, puisque bon nombre de NEETS ne sont pas bénéficiaires d'allocation ! Il faut donc ajouter une partie des NEETS à la moyenne de 25% de jeunes chômeurs sur l'ensemble du territoire belge. C'est sans surprise que l'on constate que bon nombre de NEETS sont des jeunes issus de l'immigration ou de milieux sociaux défavorisés.

Flexible New Deal au Royaume Uni, Young potentials en Suède, subventions supplémentaires des écoles en fonction du public accueilli ... les initiatives d'accrochage scolaire et de transition des jeunes vers l'emploi sont nombreuses au niveau européen. La Belgique embraye, avec l'application récente de la Youth Garantie par exemple, mais elle reste dans les mauvais élèves de la formation et de l'insertion de la jeunesse, au vu des chiffres du chômage des jeunes et des rapports PISA. Et bien souvent, les jeunes, mal informés, ne connaissent pas ces systèmes.

Au niveau européen, les résultats d'enquêtes affirment qu'aucune évaluation de ces programmes n'est appliquée à ce jour. Or, évaluer l'efficacité de telles initiatives est essentiel, notamment en cette période d'austérité où s'impose une utilisation plus efficace des ressources.

La situation de ces jeunes n'a pas seulement des conséquences néfastes sur eux-mêmes. Ce gaspillage de potentiels porte préjudice à la société dans son ensemble puisque ces sujets sont victimes d'isolement, exposés au risque de sombrer dans la criminalité, ils présentent plus souvent que d'autres des problèmes de santé physique ou mentale.

L'ACFI, la FCJMP et bon nombre de partenaires de leurs réseaux vont à présent se pencher sur les conclusions de l'enquête



qui seront le terreau d'une concertation qui mènera à des pistes de solutions concrètes pour l'amélioration de l'encadrement adéquat de cette frange de la population. Un guide des bonnes pratiques est en cours de réflexion, autour de l'accrochage social et scolaire, de la motivation des NEETS.

Il nous semble que la première piste de travail doit avoir pour point de départ l'offre de formations qualifiantes à dispenser à ce public. Car au-delà du problème de pénurie d'offres d'emploi, on constate surtout une inadéquation entre les compétences

requis par les offres et acquises par ces jeunes lors de leur scolarité.

C'est ensuite, et surtout, sur la motivation qu'il faudra travailler. Rien n'est plus efficace pour l'insertion du jeune à la société que ... le jeune lui-même. Et c'est sur ce point que les OJ, CJ, AMO et autres structures jeunesse interviennent majoritairement, en compléments essentiels de la formation scolaire obligatoire et des structures d'insertion professionnelle. C'est ce que la suite de notre dossier illustrera.

CARNET PRATIQUE

BUREAU SOCIAL D'INTERIM INTER'S :

Le recrutement des candidats se fait sur rendez-vous.

Inter'S

Corinne Charneux
Paepsem Business Park
Bld Paepsem, 22
1070 Bruxelles
02/ 526.01.00
www.inters-interim.be

ACFI-FIAS

Jessica Santini
Chaussée de Boondael, 6
1050 Bruxelles
02/ 609.54.85
www.acfi.be



EPN > ISP > CRACS

Depuis septembre, l'asbl «La Baraka» diversifie ses activités en offrant, au sein de sa structure, un espace public numérique (EPN). Ce nouveau service est surtout consacré à l'accompagnement des jeunes vers l'emploi. L'équipe se réjouit de l'obtention de l'agrégation.

Jusqu'à présent, le public en demande d'accompagnement était accueilli à l'école de devoirs (EDD) ou à la MJ.

«Jusqu'ici on ne communiquait que très peu sur nos activités en lien avec la recherche d'emploi, parce que la demande est déjà très importante. On n'essaye pas d'attirer les jeunes parce que malheureusement on manque d'effectifs pour les encadrer efficacement» nous explique Xavier, le coordonnateur.

Ce manque de moyens humains est d'autant plus à déplorer au regard de l'importance de la demande qui

émane du quartier Sainte Marguerite, lieu d'implantation de «La Baraka».

«Le nombre de jeunes en demande de soutien ne cesse d'augmenter tandis que les administrations renforcent les contrôles, demandent toujours plus de preuves de recherche active d'emploi. Les demandes de justifications pour la perception d'allocations sont compréhensibles. Mais elles ne sont pas adaptées à un public en difficulté, réticent à l'administration parce que mal informé. Nous soutenons tout particulièrement ce public-là, par un accompagnement individuel à durée variable».

Transversalité

L'accompagnement vers l'emploi débute indirectement dès les années de secondaire, période à laquelle le jeune est face à ses choix d'orientation. C'est

un travail de triangulation entre l'EDD, l'école et l'entourage familial du jeune.

Laurent Hurtgen, responsable de l'EDD, et son équipe de stagiaires se remettent régulièrement en question car l'équipe se doit de cerner au mieux ses propres compétences afin de répondre aux attentes du public sans aller au-delà de leur savoir-faire ou des missions qui leur sont confiées dans le cadre de leur reconnaissance. L'encadrement individuel est du ressort de l'aide à la jeunesse, des AMO, mais «La Baraka» est bien souvent confrontée à des cas face auxquels la prise en charge individuelle s'impose.

De là à relancer le débat sur le travail de transversalité MJ /AMO, il n'y a qu'un pas !

«On a pas de partenariat véritable avec l'AMO la plus proche. Pourtant, même si on a moins de moyens humains et



financiers, notre équipe réalise un travail proche de celui des AMO. On fait du suivi en famille, on accueille des jeunes qui ont des démêlés avec la justice. Récemment un jeune est venu nous exposer ses difficultés : décrochage scolaire, problèmes avec la justice, il était au-delà de la primo délinquance.

Nous sommes allés rencontrer les juges afin qu'il ne soit pas placé en IPPJ, parce qu'à l'EDD on constatait qu'il avait un potentiel énorme. Toute l'équipe a travaillé avec lui, pour le sortir de sa situation. On n'a pas d'assistant social, seulement des stagiaires. Ils apportent un plus, c'est indéniable, surtout auprès des publics fragilisés. Mais leur contribution est limitée dans le temps, le turnover est important puisqu'on n'a pas de poste à leur offrir, et cela déforce le suivi que l'on fait avec les jeunes ».

Xavier a pris part aux groupes de réflexions sur la transversalité AMO/MJ aux côtés de ses partenaires.

«Il n'y a malheureusement pas d'avancées» confie-t-il. «Et le scindage des compétences Jeunesse et Aide à la Jeunesse n'augure rien de bon. La frontière entre ces compétences est tellement ténue sur le terrain, qu'il nous avait semblé logique qu'un seul ministre en ait la charge. La ministre Huytebroeck avait les deux compétences et essayait d'arriver à un accord de transversalité. Le secteur n'est pas confiant pour la suite».



L'agrégation EPN n'apportera malheureusement aucun moyen supplémentaire à «La Baraka» mais permettra à l'asbl d'obtenir du matériel et d'avoir accès à des appels à projets qui peuvent potentiellement augmenter les moyens. L'EPN est donc un atout mais surtout un outil indispensable à l'encadrement des jeunes dans leurs recherches. Les nombreux jeunes fréquentant la MJ en seront les premiers bénéficiaires mais l'EPN sera bien sûr ouvert à tous.

A l'EDD, l'ambition globale de Laurent est de rendre les jeunes actifs, de les impliquer dans toutes les étapes de leur évolution, de l'école à l'emploi en passant par les études supérieures.

«Nous avons de plus en plus de jeunes qui fréquentent des écoles supérieures qui viennent nous trouver pour des coups de main pour la mise en page ou la relecture de leurs travaux, par exemple. C'est un nouveau public que l'on doit gérer, malgré le manque de moyens la porte leur est ouverte».

Le projet pédagogique parle d'un levier vers l'emploi. Il s'agit d'éviter l'écueil de l'assistanat, de renforcer la confiance du jeune face à la menace de la perte d'allocations, qui n'a jamais eu aucun effet bénéfique sur un jeune en recherche d'emploi.





Parents démissionnaires

Parce que l'éducation et la confiance en soi passe aussi par le cercle familial, Laurent et Xavier tentent d'impliquer un maximum les parents par le biais de soupers et rencontres.

«C'est très difficile d'avoir des échanges avec les parents, ils ne viennent pas aux événements. On constate un décrochage grandissant de la part des parents dans l'éducation des enfants qui constituent notre public. On réfléchit actuellement aux méthodes à mettre en place face à ces parents démissionnaires. Dans un premier temps, on a créé une sorte de journal de classe pour communiquer avec les parents mais c'est inefficace, ils ne le signent pas plus que le journal de classe. Les enfants ont des problèmes scolaires bien souvent ignorés des parents».

Ce décrochage parental, constaté par d'autres Centres de Jeunes, s'explique par diverses raisons, bien souvent par la différence de culture et la barrière de la langue, certains parents ne maîtrisant pas le français. Ils perçoivent l'EDD comme une garderie gratuite et non pas comme une structure d'éducation permanente.

«On convoque parfois les parents pour les responsabiliser, leur expliquer notre rôle, mettre un cadre. Il y a des règles élémentaires à respecter, on ne peut pas laisser ses enfants à l'EDD jusqu'à 19h, comme c'est souvent le cas actuellement.

On a un public d'enfants qui ont des parents à problèmes. On fait face à des enfants qui se contentent d'un paquet de chips pour le dîner, toute l'éducation est à refaire voire à faire ! Ces familles se sentent incapables d'éduquer leur progéniture, de faire face aux écarts de conduite. On est amené à accompagner des familles au SPJ, à la demande des parents.

En plus de nous confier le suivi des devoirs, on nous charge de l'éducation des enfants, ce qui n'est pas notre rôle. On doit alors faire tout un travail de soutien de parents, leur redonner confiance. Tout le monde est à même de suivre la scolarité de son enfant, il

n'est pas nécessaire de savoir résoudre des équations du 4^{ème} degré, il faut juste être attentif aux éventuelles difficultés et en faire part aux pédagogues».

Coopération avec les écoles

Les enfants des milieux populaires sont plus mal armés que les autres en arrivant sur le marché du travail, ce constat n'est plus à démontrer. Dans le quartier Sainte Marguerite, on constate un nivellement vers le bas dans les écoles primaires des environs. *«Les professeurs sont débordés par les tâches administratives, les difficultés du public, les classes sont surchargées. L'enseignement se dégrade, l'approche pédagogique de l'école a aussi ses freins et ses limites.*

Tout cela pousse les institutions scolaires à reconnaître notre travail, la complémentarité indispensable entre l'enseignement obligatoire et les structures de jeunesse».

C'est surtout auprès des publics plus marginaux que le travail effectué par «La Baraka» prend tout son sens. Primo-arrivants, jeunes fréquentant des ALE, des classes différentielles.

«Avec ces publics, on fait du cas par cas, on crée une ambiance familiale, on suit l'évolution du jeune. On pourrait faire un suivi encore plus important avec plus de moyens».

Les écoles sont inadaptées aux primo-arrivants, qui ne maîtrisent pas la langue, qui ne suivent pas le rythme et accumulent du retard.





Xavier Hutsemekers, coordonnateur de la MJ «La Baraka»

«Nous avons cette chance d'avoir de la marge de manœuvre dans l'éducation. On fait le lien entre le jeune et l'école, on apporte une éducation parallèle, dans les limites de nos compétences.

On rencontre les professeurs au sujet de certains élèves, des difficultés que l'on constate, on prend la place des parents démissionnaires. On essaye de changer les mentalités au sujet de l'enseignement professionnel encore trop souvent perçu comme la poubelle du général. Il faut revaloriser cette filière et ne pas y pousser les élèves seulement parce qu'ils ont des difficultés qui paraissent insurmontables, à tort. Les écoles envoient les jeunes vers l'EDD.

On collabore autour des élèves en décrochage. A l'école Saint-Servais, ils ont constaté que le niveau des élèves en difficulté chute lorsqu'ils ne fréquentent plus l'EDD. On échange des pratiques, et on collabore en cas de décrochage ou d'absentéisme scolaires».

Un jeune guinéen, arrivé à Liège en courant d'année scolaire, présentait des résultats catastrophiques en français, ne maîtrisant pas la langue. Grâce à l'aide combinée de l'école et de l'EDD, le jeune a maintenant la moyenne partout.

Cette progression n'aurait jamais existé sans la motivation du jeune. Et cette motivation a su être exploitée au sein de l'EDD, grâce au travail systémique qui s'effectue entre l'EDD et les autres pôles de la structure, la MJ, ses ateliers.

«Les jeunes qui fréquentent les ateliers viennent nous trouver pour une aide scolaire ponctuelle, parce qu'une relation de confiance particulière s'est construite avec eux. Ils sont attirés à «La Baraka» par le côté ludique, puis prennent conscience de la portée citoyenne des ateliers, de l'aide qui est mise à leur disposition. Aucun enfant n'est obligé de venir ici, ce n'est pas l'école, il n'y a pas d'obligation et cela joue sur la motivation».

CARNET PRATIQUE

Accompagnement individuel ouvert à tous, en fonction des besoins

EPN à partir de septembre 2014, à raison de 16 heures par semaine

EDD pour élèves de la 1^{ière} primaire et jusqu'au premier emploi, y compris pour les étudiants du supérieur, à raison de 12 heures par semaine

MJ «La Baraka»

Xavier Hutsemekers
Rue Sainte-Marguerite, 51 B
4000 Liège
Tél : 04/ 225 04 98
info@labaraka.be
www.labaraka.be



Rencontre avec «La Croisée»

Dans le cadre de ses missions, « La Croisée » propose à son public un accompagnement vers l'autonomie et la vie active qui se décline sous différentes formes. Dès l'âge de 12 ans, les jeunes qui le souhaitent peuvent bénéficier des services de l'AMO. Géraldine Fievez, directrice, et Clotilde Visart, intervenante d'action sociale, exposent leurs projets et méthodes, démontrant que les actions des structures jeunesse sont des compléments essentiels à l'enseignement obligatoire pour la formation et l'émancipation des jeunes.

L'équipe de l'AMO est confrontée à des adolescents en proie au décrochage scolaire ou à l'isolement social, situations qui nuisent forcément à leur développement personnel et à leur accès au monde du travail. Pour ces jeunes en demande de soutien les filières classiques ne suffisent pas toujours.

Quel « plus » apportez-vous aux filières de recherches d'emploi classiques telles que le FOREM ?

Il ne s'agit pas du même type d'accompagnement que celui proposé par le FOREM. Notre travail est de mettre l'accent sur l'émancipation du jeune et le développement de la confiance en soi. Nous travaillons avec tout public, dont des jeunes en décrochage scolaire. Le rapport que nous avons avec eux se construit progressivement, nous travaillons énormément à la fois sur l'établissement d'une relation de confiance et sur le développement de la confiance en soi. Ils sont écoutés, guidés individuellement. Le travail se fait à partir de leurs besoins précis, de leurs questions.

Quels sont projets spécifiques que vous mettez en place ?

On propose des ateliers « Jobs et CV » et le projet « Jump'Jeune » qui est une aide



de gauche à droite et de haut en bas :

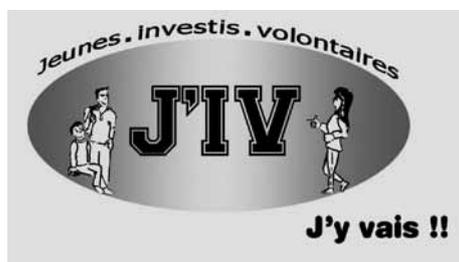
Laurent Coenraets, Angélique Wouters, Alain Fournier, Deborah Doucet, Clotilde Visart, Géraldine Fievez, Justine Dewez, Monica Madeira

à l'accrochage scolaire. Car le chemin vers l'emploi passe aussi et surtout par la motivation et l'insertion scolaire. On participe à « Été Solidaire », une opération d'envergure et on co-construit le projet « J'IV » avec les communes et les CPAS de Lasne, Genval et La Hulpe. Il y a donc deux volets d'aide : l'accompagnement en tant que tel par la rédaction de CV et lettres de motivation, mise à disposition de documents, guidance vers des personnes ressources, recherches sur Internet etc.

Et puis un volet plus citoyen, plus social. « J'IV » c'est de l'accrochage social qui vise les jeunes désœuvrés, en décrochage actif et pour lesquels on met en place des actions citoyennes en partenariat avec, par exemple, Natagora, Arc-en-Ciel ou des homes pour personnes âgées. Ces actions



permettent de renforcer la confiance en soi au travers des tâches et responsabilités confiées aux jeunes. Cela donne également goût au travail et permet le développement de compétences parfois ignorées du jeune lui-même. On est donc dans une démarche totalement différente de la simple recherche technique d'emploi. On propose des démarches citoyennes avec des projets à finalités sociales ou écologiques.





Vous établissez donc beaucoup de partenariats ...

Nous n'avons évidemment pas réponse à tout. D'où l'importance du partenariat pour un développement optimal du jeune. On se remet en question par rapport à nos compétences et on estime qu'un travail de collaboration ne peut être que bénéfique. Ces partenariats doivent être favorisés, entre les AMO, les écoles, les filières emploi. Le partenariat permet de répondre aux besoins des jeunes de manière globale, de l'autonomiser par rapport à ses démarches.

Le CJ « Le Cerceau », notre voisin, a une antenne emploi qui fournit aux jeunes toute une série de documents appropriés à la recherche d'emploi. Nos structures sont perméables, les jeunes qui le souhaitent peuvent passer d'une structure à l'autre en fonction de leurs attentes. Pour « Eté solidaire », les communes nous sollicitent car elles sont satisfaites des partenariats que nous établissons. Dans l'accompagnement personnalisé, on répond aux questions basiques sur les lois sociales, le monde du travail, les contrats, et, si nous n'avons pas toutes les réponses, nous accompagnons littéralement les jeunes vers des personnes ressources. Les écoles sises sur notre zone d'action (Genval, La Hulpe, Rixensart, Lasne) sont des partenaires aussi. On bénéficie d'un réseau complet.



Quelles relations entretenez-vous avec ces écoles ?

Globalement, il y a encore du chemin pour que les structures parallèles soient reconnues par tous comme un complément essentiel à l'instruction scolaire. Cependant, si l'on a parfois un peu de mal être reconnu comme des interlocuteurs de premier plan, bon nombre d'établissements scolaires sont demandeurs de partenariats. Les écoles ne sont plus les seuls vecteurs de transmission du savoir, le jeune se construit aussi au travers de ses activités extrascolaires. On investit les écoles via des professeurs, centres PMS ou directeurs d'établissement qui reconnaissent notre travail. On met ensuite en place des groupes de réflexion avec les équipes enseignantes afin de réfléchir aux critères permettant d'orienter vers l'enseignement technique, professionnel ou général.

Comment se présente votre soutien à l'accrochage scolaire ?

Oui, on propose des séances de soutien à raison de deux fois par semaine. Il s'agit d'un lieu où s'établissent des réflexions entre les jeunes et les équipes au sujet de la motivation, de l'exploitation des compétences. « Jump'Jeune » c'est de l'accrochage scolaire en plus d'une aide méthodologique, un lieu où le jeune adolescent construit lui-même son projet. Si on est loin en amont de la recherche de job, ça se travaille déjà à ce niveau-là. On met l'accent sur l'importance de l'éducation, on essaye de combattre l'éventuelle difficulté d'accroche scolaire et de les guider vers un métier, de leur apporter un soutien dynamique positif.

Quel type de public participe à vos activités ?

Les activités sont ouvertes à tous, jusqu'à 20 ans. La mixité du public qui fréquente « J'V » ou « Eté Solidaire » est un atout supplémentaire : cela permet à chacun de s'ouvrir à l'autre, de travailler le relationnel, la communication, autant d'éléments utiles à la construction du jeune, à son insertion socioprofessionnelle. Nous avons le temps et les compétences nécessaires pour exploiter au mieux cette mixité, qui représente une difficulté supplémentaire en milieu scolaire. Une centaine de jeunes viennent nous rencontrer pour bénéficier

d'un accompagnement. Les démarches extérieures touchent plusieurs centaines de jeunes. Malgré leurs difficultés, ils viennent d'eux-mêmes vers nos services, parce qu'ils en entendent parler par des amis ou par d'autres biais. Il y a de la motivation chez ces jeunes, une véritable demande de s'en sortir, d'être orientés.

CARNET PRATIQUE

ETÉ SOLIDAIRE :

Projet en collaboration avec les communes et les CPAS de la zone d'action. Procure aux jeunes à partir de 15 ans une première expérience de travail rémunéré au travers d'un contrat de 10 jours par an. L'opération se tient début juillet. Accès par candidature.

J'V :

Projets d'accrochage social et de développement de la citoyenneté autour de l'aide aux personnes (enfants, personnes âgées, etc.). Activités d'extérieur autour de l'écologie, récolte de vivres et jouets avec Arc-en-Ciel, etc. Projets ponctuels, inscriptions toute l'année.

ATELIERS JOB & CV :

Ateliers de groupe de janvier à mars, pour la recherche de jobs étudiants. Possibilité d'accueil individuel toute l'année (pour des contrats d'apprentissage par exemple).

JUMP JEUNES :

Pour toute information, n'hésitez pas à contacter « La Croisée » !

AMO «La Croisée»

Rue du Tilleul, 50
1332 Genval
Tél : 02/652 10 70
amo@lacroisee.be
www.lacroisee.be

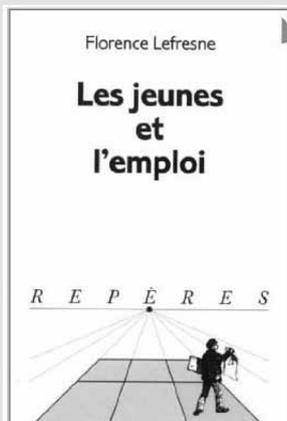


A CONSULTER!

«Les jeunes et l'emploi»

Florence Lefresne - Collection repères
– Editions Découvertes

Que sait-on sur l'insertion professionnelle des jeunes en France et en Europe? Le chômage des jeunes est-il sous-estimé? Quels sont les déterminants de l'accès des jeunes à l'emploi? Le salaire minimum pénalise-t-il l'emploi des jeunes? Les jeunes sont-ils mal formés? Quelle est la place des jeunes sur le marché du travail? Comment les entreprises gèrent-elles les jeunes? Quels sont les effets de la segmentation du marché du travail sur l'emploi des jeunes? Pourquoi les salaires des jeunes sont-ils très inférieurs à ceux de leurs aînés? Pourquoi les trajectoires d'insertion sont-elles aussi diverses? Jeunes femmes et jeunes hommes sont-ils à égalité devant l'emploi? Que sait-on de la discrimination à l'embauche qui frappe certaines jeunes issus de l'immigration? En quoi consistent les politiques publiques dans le domaine de l'emploi des jeunes? Quel est leur bilan? Que peut-on dire de la stratégie européenne pour l'emploi?



«Le rapport à l'école des élèves de milieux populaires» Jacques Bernardin - Editions De Boeck

Quel sens les élèves donnent-ils à leur présence à l'école? Qu'est-ce qu'apprendre de leur point de vue? Face aux situations et aux contenus scolaires, quelles logiques sont à l'oeuvre? Autrement dit, qu'est-ce qui singularise leur rapport à l'école? De l'école primaire à la fin du secondaire, plusieurs recherches ont exploré le rapport au savoir des élèves et convergent pour distinguer des constantes qui «font la différence».

Si le rapport à l'école s'initie dans l'espace familial, l'expérience scolaire y participe tout autant. Eclairée par les recherches, l'école peut-elle réamorcer une démocratisation en panne? Au-delà d'un broissage de questions théoriques clés pour la compréhension des difficultés scolaires, cet ouvrage souhaite contribuer à une ouverture pour l'action.



« Vous n'êtes pas des élèves de merde » - Pierre Pirard - Editions de l'Arbre

« L'élève de merde réunit toutes les tares. Et comme c'est de la merde, il pue, alors on doit l'éliminer comme les déchets. Hop à la poubelle! On le place dans les mêmes établissements avec les autres élèves de son rang pour que la puanteur ne se répande pas trop dans les autres écoles. Utilité zéro car, contrairement au tas de merde, ils ne deviennent pas du fumier, engrais de croissance. Non, ceux-là sortent péniblement des études, cassés par un système éducatif, sans diplôme ou presque, avec comme seule perspective d'enchaîner des boulots d'élèves de merde ».

En conclusion de son ouvrage, Pierre Pirard propose un «plan d'action pour un enseignement de qualité, égalitaire et tourné vers l'entrepreneuriat» pour améliorer la qualité de l'enseignement à court terme, favoriser l'esprit d'entreprendre et réaliser une réelle intégration et mixité.





Wapicyclette, encore un tour!

Le Wapicyclette est un projet annuel initié par le collectif des Centres de Jeunes de Wallonie Picarde, le CJ WAPI. Il s'agit d'un évènement sportif de plusieurs jours durant lesquelles des jeunes issus des MJ du CJ WAPI font un grand tour à vélo pour rallier tous les Centres de Jeunes de Wallonie Picarde.

Cette année, c'est durant la première semaine de juillet qu'une quarantaine de jeunes et une dizaine d'animateurs ont pédalé sur les 150 Km de parcours, traversant la campagne picarde, de ville en ville, pour s'arrêter à Mouscron où les sportifs, leurs familles et les amis ont été accueillis au Village de clôture.



Chaque étape était prétexte à des activités organisées par les MJ : visite du musée de la vie rurale à Huissignies, visite historique de la ville d'Ath, Piscine du Mont-de-l'Enclus, soirée DJ, soirée Blind test et autres initiatives. Les bonnes idées ne manquaient pas pour compléter ces journées sportives par des apports ludiques et culturels.



Les organisateurs du Wapicyclette proposent donc un évènement on ne peut plus complet, qui allie les valeurs du sport à la découverte de la région, ouvre des perspectives, travaille sur le vivre ensemble, l'entraide, le dépassement de soi. Vivement l'année prochaine !



Collectif des Maisons de Jeunes de Wallonie Picarde.

CJ Wapi
www.cjwapi.be



Quoi de neuf au Gouvernement?

Les vacances d'été n'ont pas plongé la Fédération Wallonie- Bruxelles dans la torpeur puisque le gouvernement, de coalition PS – CDH, est bel et bien formé!

Ce 27 août, le Ministre-Président Rudy Demotte a remis symboliquement un ruban aux couleurs de la francophonie aux nouveaux ministres, ouvrant ainsi la première réunion de gouvernement.

Nous leur souhaitons bienvenue et bonne chance dans la mise en œuvre de la DPC et plus particulièrement sur l'évaluation prévue des décrets relatifs aux organisations de jeunesse et aux centres de jeunes, la défense des moyens accordés au secteur, le maintien du niveau d'emplois actuels et toutes autres décisions essentielles qui permettront aux acteurs du secteur de remplir efficacement leurs rôles.



M. Rudy Demotte (PS)
est désormais Ministre Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



M. Rachid Madrane (PS)
devient Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des maisons de justice et de la promotion de Bruxelles.



Mme Isabelle Simonis (PS)
est notre nouvelle Ministre de la Jeunesse et de l'Egalité des Chances.



Mme Joëlle Milquet (CDH)
est Vice-présidente et Ministre de la Culture, l'éducation, de la Petite enfance, des crèches.



M. Jean-Claude Marcourt (PS)
est Vice-président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias.



M. René Collin (CDH)
est Ministre des Sports.



M. André Flahaut (PS)
est Ministre du Budget, de la fonction publique et de la simplification administrative



La FCJMP et toute son équipe vous souhaitent une belle rentrée riche en projets!

Le 4 octobre 2014, ne ratez pas la 6^{ème} édition du **Hurlus Glide Rock Festival** à Mouscron organisé par la MJ la Frégate de 14 heures à minuit
Pour plus d'info : www.mjlafregate.be

Agenda de la rentrée

CCMCJ
17 septembre 2014
15 octobre 2014
19 novembre 2014
17 décembre 2014

Appel à projets Erasmus +:
1^{er} octobre 2014

Dernier train de l'année pour rentrer vos projets dans le cadre des programmes européens « Erasmus + » du BIJ.

Bon anniversaire à la MJ Alfred Bonjean à Quaregnon qui fête ses 55 ans ce 14 octobre 2014!

CONCOURS CINÉMA
UN CRI D'AMOUR POUR LE CINÉMA

*** **CINÉART** ***

le distributeur de films (« LE SEIGNEUR DES ANNEAUX », « DRIVE », « LE PETIT NICOLAS », « PINA », « THE ARTIST », « ERNEST ET CÉLESTINE », « KID », « LA VIE D'ADÈLE », « IDA », « DEUX JOURS, UNE NUIT ») à 40 ans en 2015.

Pour son anniversaire, offre-lui ton plus beau cri d'amour pour le cinéma en envoyant ton scénario de spot (20 à 40 secondes) avant le 3 novembre 2014!

Le projet gagnant sera réalisé aux côtés d'un cinéaste belge prestigieux. Ce spot spécial « 40 ans » accompagnera la diffusion des films de Cinéart pendant cette année anniversaire.

cinéart
Eyes Wide Open

Le concours est ouvert à tout groupe âgé en moyenne de 16 à 21 ans et de 25 personnes maximum (casse, formation, atelier, etc.)

| | | | | | |
|----------------------------|---|---------------------------|---|---------------------------|--------------------------------------|
| 1^{ER} PRIX | réalisation du spot sur base de scénario écrit par un réalisateur et 12 mois de cinéma Cinéart* | 2^E PRIX | 60 mois de cinéma Cinéart* 30 DVD's* | 3^E PRIX | 40 DVD's* Cinéart La Collection** |
|----------------------------|---|---------------------------|---|---------------------------|--------------------------------------|

Plus d'infos sur : www.cineart.be/40ans - Contact : concours40ans@cinéart.be
avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Appel à projets Apef

Favoriser le développement des compétences collectives des équipes de travail
Obtenir un financement pour réaliser des actions de formation sur site : formation, supervision, intervention.
En introduisant une fiche administrative pour le 15 octobre 2014.
Pour plus d'infos : www.apefasbl.org

Ce 27 septembre 2014 à l'Espace Senghor, Festival «**Sounds of Etterbeek**» organisé par la MJ la Clef en partenariat avec la FCJMP.
Pour plus d'infos : www.facebook.com/mjlaclef

CINÉ-CRACS
Un film, un verre, un débat!

La FCJMP et Relie-F projettent le 5/11 à 19h le film «Entre les murs»

Chez Relie-F, Rue Henri Jaspar, 127
1060 Bruxelles

Agendas de la rentrée

- Collectif CJ WaPi**
5 septembre 2014
3 octobre 2014
7 novembre 2014
5 décembre 2014
- Collectif des MJ du Bèwé**
9 septembre 2014
16 octobre 2014
18 novembre 2014
12 décembre 2014
- Collectif Cose Toujours !**
26 septembre 2014
4 novembre 2014
16 décembre 2014
- Collectif Liégeois des MJ**
25 septembre 2014
23 octobre 2014
20 novembre 2014
18 décembre 2014



festival HURLUS glideROCK

Après une première collaboration fructueuse l'année passée, le trio formé par les MJ « la Frégate », « Vitamine Z » et la FCJMP reprend du service pour l'organisation de la sixième édition du « Hurlus Glide Rock Festival » !

En partenariat avec la FCJMP, les deux équipes d'animateurs MJ allient leurs savoir-faire pour vous concocter une journée de concerts et de découvertes qui se tiendra, comme de coutume, sur le parking de la rue du Christ à Mouscron.

Le festival a lieu le samedi 04 octobre 2014, durant le week-end de la fête des

Hurlus de Mouscron. Outre le Glide Rock Festival, vous pourrez aller à la rencontre de groupes folkloriques, de majorettes, de commerçants ambulants et d'artisans.

De 13h à 21h, les fougueux musiciens des deux MJ participantes se produiront sur scène et quelques groupes de la région viendront donner la réplique. Cette édition voit naître une nouvelle initiative : une scène ouverte fera la joie des musiciens débutants qui pourront venir proposer leurs compositions, leurs improvisations et se frotter au public, même si il s'agit de leur première apparition scénique !



LA FRÉGATE ET VITAMINE Z PRÉSENTENT

samedi 04 octobre 2014

MOUSCRON PARKING CENTRAL DE LA RUE DU CHRIST

concerts gratuits

festival HURLUS glideROCK 6

À partir de 13h... et jusque 21h

VINA LISA • LES DÉBRANCHÉS
LES TRITONS FUTÉS • OMBLE CHEVALIER
SWIZZLE STICK • HENRY CAT
MADE IN • WHYLANDERS

+ 2 SCÈNES OUVERTES AVEC TONY A 15H30 ET A 19H

Avec le soutien de :

F.C.J.M.P. s.a.s.l. Parmentier Sound-Light.be Hanssens Albert & Partners

PARKING CENTRAL DE LA RUE DU CHRIST - 1, RUE DU NOUVEAU-MONDE - 7700 MOUSCRON - BELGIQUE / PLUS D'INFOS : WWW.MJLAFREGATE.BE

MJ «La Frégate»
 Frédéric Admont
 Rue du Nouveau Monde 178
 7700 Mouscron
 Tél : 056/33 39 07
 www.mjlafregate.be



Prochaines formations

Nos formations vous encouragent à rendre vos jeunes acteurs de leurs projets. Selon la même logique, vous êtes invités à être acteur au cours de nos formations.

Vous êtes au centre du processus d'apprentissage et avec d'autres professionnels ou volontaires, vous construisez des savoirs, vous approfondissez vos compétences, vous découvrez de nouvelles pistes et vous prenez du recul par rapport à votre pratique quotidienne.

D'une manière générale, les contenus et méthodes ont été élaborés dans une perspective de professionnalisation du secteur Centres de Jeunes, en les adaptant à votre réalité quotidienne.

BRUXELLES

« Devenez follement riche ! » ou la communication interculturelle.

Comprendre et appréhender les différentes formes de mixité au sein de votre CJ, acquérir des méthodes d'action permettant le décloisonnement des publics.

7 et 14 octobre 2014.

« Tous égaux ? » ou le concept de citoyenneté et l'Egalité des Chances en Centre de Jeunes.

Citer quelques acteurs de la problématique et quelques ressources sur la citoyenneté, analyser et critiquer vos pratiques en regard des concepts étudiés, échanger autour de la notion d'Egalité des Chances.

21 octobre et 4 novembre 2014.

NAMUR

« R-évaluation » ou comment gérer et évaluer un projet en Centre de Jeunes.

Développer des techniques pour gérer des projets (ateliers, camps, actions ouvertes sur l'environnement local, actions collectives...), accompagner des projets menés par des jeunes.

25 novembre, 2 et 9 décembre 2014.

Prix :

40 € (membres FCJMP)

80 € (non-membres)

à l'exception de la formation
de 3 jours «R-évaluation»,
pour laquelle la participation
s'élève à 60/120 €.

Le Bulletin de Liaison est édité
par la Fédération des Centres
de Jeunes en Milieu Populaire

F.C.J.M.P. ASBL

Rue Saint-Ghislain, 26

1000 Bruxelles

Tél. : 02/513.64.48

Fax : 02/502.75.95

E-mail : infos@fcjmp.be

www.fcjmp.be

La fédération est ouverte du lundi au
vendredi de 9 à 18 heures.

Le Bulletin de Liaison est un bimestriel
(sauf juillet et août): Dépôt Bruxelles X

Editeur responsable:

Olivier Leblanc, Administrateur délégué

Rédacteur en chef :

Pierre Evraud

Comité de rédaction du BDL n°133

Frédéric Admont

Celia Deshayes

Pierre Evraud

Géraldine Fievez

Gaëlle Frères

Xavier Hutsemekers

Olivier Leblanc

Jessica Santini

Daniel Thérasse

Les textes n'engagent que leurs auteurs.

Graphisme et PAO: Virginie Henrotte,
avec un merci particulier à Alain
Muysshondt!

Crédits photos: Virginie Henrotte, «La
Baraka», «La Croisée», «La Frégate»,
CJ Wapi.

Conformément à l'article 4 de la loi du 8
décembre 1992 relative à la protection
de la vie privée à l'égard des traitements
de données à caractère personnel, nous
informons nos lecteurs que la F.C.J.M.P.
gère un fichier comportant les noms,
prénoms, adresses et éventuellement les
professions des destinataires du Bulletin
de Liaison.

Ce fichier a pour but de répertorier les
personnes susceptibles d'être intéressées
par les activités de la F.C.J.M.P. et de
les en avertir. Vous pouvez accéder
aux données vous concernant et, le
cas échéant, les rectifier ou demander
leur suppression en vous adressant à
la Fédération. Ce fichier pourrait éven-
tuellement être communiqué à d'autres
personnes ou associations poursuivant
un objectif compatible avec celui de la
Fédération.

DERNIERES PLACES

• Hip Hop : comment faire de vos
jeunes des CRACS par la pratique
du Hip Hop.

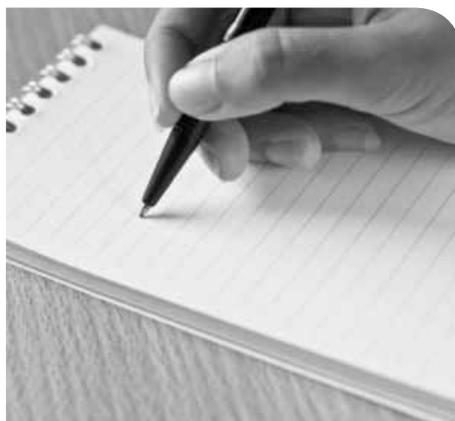
Les 4 et 5 décembre à Bruxelles.

• Théâtre et Impro : utiliser
l'improvisation théâtrale comme
outil afin d'accompagner la
création d'un groupe de jeunes,
depuis sa conception jusqu'à sa
réalisation.

Les 6 et 13 novembre à Bruxelles.

• O'sons l'anim'son : sonorisation
d'un vrai concert en MJ.

Les 20 et 21 novembre à Wavre



FCJMP

Marie-Charlotte Froment

Rue Saint-Ghislain, 26

1000 Bruxelles

Tél : 02/513 64 48

formation@fcjmp.be

www.fcjmp.be



Fondée en 1970, la Fédération des Centres de Jeunes en Milieu Populaire est une Organisation de Jeunesse pluraliste rassemblant principalement des Centres de Jeunes qui développent un travail d'animation socioculturelle spécifique tenant compte des jeunes dont les conditions économique, sociale et culturelle sont les moins favorables.

Ses objectifs particuliers consistent

- à soutenir l'action des Centres et des Maisons de Jeunes.
- à favoriser le travail d'animation en milieu populaire.
- à sensibiliser les pouvoirs publics aux problèmes de la jeunesse défavorisée.
- à permettre le développement d'une politique socioculturelle d'égalité des chances.

La F.C.J.M.P. développe des projets locaux d'actions communautaires qui contribuent à renforcer l'action de ses membres. Elle favorise le développement pédagogique et le travail de réseau des Centres de Jeunes. Elle assure un soutien associatif aux Centres en matières administrative, comptable, logistique, fiscale, etc., ainsi qu'un accompagnement professionnel des animateurs en matières de formation, d'animation, d'information, de conseils,...



Soutenons la politique
socioculturelle
d'égalité
des chances !

Fédération des Centres de Jeunes en Milieu Populaire

26, Rue Saint-Ghislain - 1000 Bruxelles

Tél.: 02/ 513 64 48 - Fax.: 02/ 502 75 95

infos@fcjmp.be - www.fcjmp.be

La F.C.J.M.P. est une association pluraliste reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles en tant qu'Organisation de Jeunesse (décret 26.03.2009) et en tant que Fédération de Centres de Jeunes (décret 20.07.2000). Elle est soutenue par la Commission communautaire française, les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale, Actiris et le Forem.

Fédération de



MAISON DE JEUNES AGRÉÉE PAR LA
FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

AVEC LE SOUTIEN DE

